

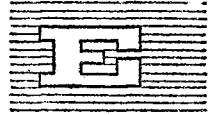
NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/SR.1586
6 février 1981

Original : FRANCAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1586ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 4 février 1981, à 16 h 30.

Président : M. CALERO-RODRIGUES (Brésil)

SOMMAIRE

- Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine (suite)
- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale et étrangère ou à l'occupation étrangère (suite)

Le présent compte rendu pourra faire l'objet de rectifications.

Les participants qui désirent en apporter sont priés de les adresser par écrit à la Section d'édition des documents officiels, bureau E-6108, Palais des Nations, Genève, dans la semaine qui suit la réception du compte rendu dans leur langue de travail.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la présente session de la Commission seront réunies en un seul rectificatif qui paraîtra peu après la fin de la session.

GE.81-15384

La séance est ouverte à 16 h 45.

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES, Y COMPRIS LA PALESTINE (point 4 de l'ordre du jour) (E/CN.4/1118 et Add.1; E/CN.4/1422; E/CN.4/1423; A/35/13; A/35/35; A/35/227; A/35/425; A/35/438; A/35/473; A/35/533; A/35/563; A/35/536)

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE ET ETRANGERE OU A L'OCCUPATION ETRANGERE (point 9 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1432; E/CN.4/1451; A/RES/35/35 A et B)

1. M. EL FATTAL (République arabe syrienne) dit qu'en 1980, Israël a battu un nouveau record dans le domaine des violations des droits de l'homme. En proclamant la Ville sainte de Jérusalem sa capitale, non seulement il a infligé un affront aux sentiments, à l'intelligence et à la dignité de l'homme, mais encore il a poussé plus loin son impudence et la violation brutale et institutionnalisée des droits individuels et collectifs inhérents à la personne humaine. Cet Etat colonisateur, violent de par sa nature même, professant une idéologie raciste et convaincu de sa supériorité, est responsable de l'immense tragédie que vivent les Palestiniens, en butte aux attentats perpétrés contre leur vie, à la répression exercée à l'encontre des écoliers et des étudiants, aux tortures, aux expropriations, aux expulsions. Et ces actes ne sauraient surprendre de la part d'un Etat qui refuse d'appliquer la quatrième Convention de Genève dans les territoires qu'il occupe, s'arrogeant ainsi le droit d'y prendre toute mesure qui serve ses sinistres desseins expansionnistes, avec le soutien ouvert et généreux des Etats-Unis d'Amérique et d'autres puissances impérialistes, qui garantisse sa prospérité aux dépens de ses victimes. Cet Etat artificiel, contrefait, est la négation même des droits des Palestiniens à l'autodétermination : le colon israélien est parce que le Palestinien n'est pas, le kibboutz israélien existe parce que le village palestinien a été détruit au bulldozer.

2. La mesure qui s'impose logiquement et que la République arabe syrienne ne cesse de préconiser consiste à expulser Israël de l'ONU - et ce d'autant plus qu'il y avait été admis étant entendu qu'il autoriserait les réfugiés de 1948 à regagner leurs foyers et à recouvrer leurs biens - et à lui appliquer les sanctions prévues au Chapitre VII de la Charte, tant qu'il refusera de s'acquitter de ses obligations internationales. Au demeurant, même ceux qui étaient ses défenseurs commencent à s'élever contre cet Etat sans foi ni loi.

3. Le fait est que le mouvement sioniste est né dans le sillage des doctrines racistes et colonialistes du XIXème siècle, chères aux puissances occidentales à la recherche d'un empire, et qu'il a atteint son apogée avec la remise au banquier Rothschild d'une simple lettre de lord Balfour, alors Ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne, qui signait l'arrêt de mort de tout un peuple - les Palestiniens. La Commission se doit donc d'étudier non seulement les violations des droits de l'homme dont sont victimes les Arabes en Palestine et dans les autres territoires occupés, mais aussi la politique, les buts et objectifs de leurs auteurs, qui sont une émanation directe de cette doctrine sioniste. Cette doctrine en effet, officialisée au premier Congrès sioniste de Bâle en 1897, veut que tous les Juifs du monde, où qu'ils vivent et quel que soit leur degré d'attachement religieux, constituent une nation, un peuple - ce qui entraîne pour corollaire que la judaïté est un attribut national et ethnique. De plus, elle commande la création d'un Etat juif pour tous les Juifs, et eux seuls. Elle est intrinsèquement, inéluctablement expansionniste, et de fait, pour appliquer leur programme, les sionistes ont chassé les non-Juifs du territoire qui leur avait été affecté en vertu du Plan de partage recommandé par l'Assemblée générale le 29 novembre 1947 et, par occupations successives, ils en sont venus à tripler la superficie de ce territoire pour pouvoir accueillir les bénéficiaires de l'infâme loi du retour.

Il apparaît donc à l'évidence que la politique israélienne vise à annihiler l'identité arabe par tous les moyens et en toutes circonstances, en judaïsant tous les territoires arabes occupés pour y perpétuer sa domination. Et Beguin ne s'en cache même pas, qui rêve tout haut d'un Etat s'étendant du Nil à l'Euphrate.

4. Le représentant de la République arabe syrienne souligne que, comme l'apartheid, le sionisme relève de l'article II de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Une différence entre les deux doctrines, toutefois, c'est que l'apartheid a institutionnalisé l'esclavage des Noirs, alors que le sionisme a légitimé la dispersion des non-Juifs et l'usurpation de leurs terres et de leurs biens. Mais Israël est aussi l'instrument du colonialisme et de l'impérialisme, qui l'appuient militairement, politiquement et moralement. Ce lien a été manifeste dès le début, puisqu'un des architectes de la Déclaration Balfour, M. Sidebotham, a expliqué en 1917 que la Grande-Bretagne avait besoin d'une présence européenne au Proche-Orient pour protéger le canal de Suez et les communications impériales vers l'Inde. L'agression commise en 1956 contre l'Egypte a clairement confirmé cette stratégie coloniale. Le Traité de Washington, conclu en 1969, a limité la souveraineté de l'Egypte sur le Sinaï pour permettre encore à Israël de dominer le canal et ses abords, cette fois avec l'assentiment d'un régime égyptien qui capitulait. En fait, Israël lui-même se vante du rôle qu'il joue au Moyen-Orient pour le compte de l'impérialisme occidental; les Etats-Unis d'Amérique glorifient ce rôle, et certains cercles occidentaux le reconnaissent. Inversement, Israël a dans les pays occidentaux - en particulier à New York - ses propres enclaves qui servent à influencer les politiques étrangères de ces pays.

5. Le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés examine des violations commises depuis 1967, mais en fait le processus de judaïsation et de désarabisation a commencé en 1948 et même avant. En 1947-1948, le terrorisme sioniste a abouti à l'occupation d'importantes parties du territoire palestinien, et il a créé un problème de réfugiés. Ensuite, de 1948 à 1973, on a voulu réduire la question palestinienne à ce problème de réfugiés. Depuis, grâce à la lutte armée menée sous la direction de l'OLP et à l'issue de la guerre d'octobre 1973, la communauté internationale a pris conscience de la vraie nature de la question palestinienne. Cette prise de conscience est exprimée notamment dans les résolutions 3236 (XXIX) et 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale. M. El Fattal souligne que la première de ces résolutions confirme les droits inhérents au concept même de peuple et d'Etat palestiniens depuis la fin du mandat : droit des Palestiniens à retourner dans leurs foyers et à retrouver leurs biens, conformément à la résolution 194 (III) de l'Assemblée, du 11 décembre 1948; droit à la libre détermination sans ingérence extérieure; droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales; reconnaissance de l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. De ce texte il ressort que ces droits sont des éléments indispensables d'une paix juste, alors qu'ils avaient été omis de la résolution 242 du Conseil de sécurité, de novembre 1976, adoptée à un moment où la nation arabe était privée de toute force politique et militaire par le blitzkrieg israélien de 1967.

6. Ces dernières années, les Etats-Unis d'Amérique et certains pays occidentaux ont encore fait des efforts pour dissimuler la véritable nature de la question palestinienne; mais ces efforts échouent car ils vont contre la logique de l'histoire, et violent des normes et des valeurs humanitaires. Au coeur de la question demeure une confrontation entre les Etats-Unis et le système qu'ils ont implanté dans cette partie du monde, d'une part, et d'autre part la nation arabe tout entière.

Les Etats-Unis et leurs partenaires rejettent les droits inaliénables énoncés dans les résolutions 3236 et 3237 (XXIX) de l'Assemblée; ils ont opposé leur veto à des résolutions qui pouvaient ouvrir la voie vers une paix juste, préférant imposer un système de domination et de capitulation exprimé dans l'esprit et les dispositions des accords de Camp David. En agissant ainsi, les Etats-Unis ont piétiné la dignité arabe; ils ne peuvent donc plus espérer que les Arabes respectent leurs intérêts.

7. La nation arabe a condamné les accords de Camp David, et dans sa grande majorité la communauté internationale en a fait autant. Récupérer une partie des sables du Sinaï ne saurait consoler le peuple égyptien trompé par un traité de capitulation obtenu aux dépens du peuple frère palestinien. Les accords de Camp David sont le résultat d'une vaste imposture tripartite dans l'histoire contemporaine. Les droits des Palestiniens ont été vendus à Israël pour obtenir une paix qui, en fait, maintient l'hégémonie et la présence militaire des Etats-Unis. Parmi toutes les implications de la capitulation égyptienne, M. El Fattal mentionne l'aggravation des violations de la quatrième Convention de Genève, y compris l'annexion de Jérusalem. Citant le livre de M. Edward Said, "La question de Palestine", le représentant de la Syrie y relève l'idée qu'Israël et l'Egypte sont à présent poussés à renforcer leur appareil militaire, idéologique et politique, et à constituer de plus en plus une forteresse isolée et vulnérable dans la région. D'un côté, Israël peut mener à terme la judaïsation de la Palestine; d'un autre côté, une alliance militaire tripartite est implantée au coeur du Moyen-Orient pour contrôler les richesses de l'Asie et de l'Afrique. L'intensification des violations des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés est également un résultat direct de la trahison égyptienne. Heureusement, l'imposture se heurte à une réaction : la République arabe syrienne, la révolution palestinienne, le Front arabe du refus, les sommets arabes, les pays non alignés, les conférences islamiques, les pays socialistes et aussi l'opposition égyptienne disent non à la capitulation et à la destruction du peuple palestinien. Toutes les tentatives faites pour renouveler ou élargir les accords de Camp David se heurteront à une opposition résolue.

8. Pour sa part, la République arabe syrienne contribuera à liquider les séquelles de l'agression israélienne de 1967 et à restaurer tous les droits arabes usurpés en Palestine, conformément à la Charte des Nations Unies; la défection du dirigeant égyptien ne fait qu'affermir cette détermination. Pour parvenir à une juste paix, il faut qu'Israël se retire de tous les territoires occupés, et que le peuple palestinien sous la direction de l'OLP puisse exercer les droits inaliénables que M. El Fattal a rappelés. De son côté, la communauté internationale doit traduire sa condamnation de la politique israélienne par des actions concrètes, notamment l'application de sanctions en vertu du Chapitre VII de la Charte et l'expulsion d'Israël de l'Organisation des Nations Unies. Etant donné la situation explosive qui existe au Moyen-Orient, il ne faut pas se contenter de platitudes ou compter sur des miracles.

9. M. Ben AHMAR (Observateur de la Tunisie) dit que le fait de reconnaître la nécessité d'accorder un degré de priorité élevé à l'examen de la question des violations des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés témoigne de l'inquiétude et de la préoccupation profondes qu'inspire à la communauté internationale la dégradation continue de la situation et des conditions d'existence des populations arabes dans les territoires occupés, malgré les protestations de tous ceux qui sont épris de justice et de paix et malgré les injonctions des organes de l'ONU.

Le douzième rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés contient une liste impressionnante de cas de violations des droits de l'homme dans ces territoires et reflète l'ampleur d'un phénomène qui résulte de l'occupation militaire et qui constitue une menace grave pour la paix. L'occupation du territoire d'un autre peuple constitue déjà la violation la plus flagrante des droits de l'homme, premier maillon d'une longue chaîne de pratiques discriminatoires et répressives et de pratiques d'exploitation et d'oppression. Les pratiques israéliennes dans les territoires arabes occupés vont de la démolition d'habitations, de l'éviction d'habitants de leurs demeures, de la confiscation de biens et de l'exploitation des richesses et ressources naturelles, aux expulsions de représentants élus et aux détentions arbitraires et sans jugement dans des conditions inhumaines. Fondé sur une politique expansionniste avec pour objectif l'annexion des territoires palestiniens et autres territoires arabes, le processus d'expulsions et d'arrestations collectives s'accélère en même temps que se poursuit une politique de pillage et d'exploitation des habitants arabes en vue de modifier profondément la nature et les conditions politiques, culturelles, religieuses et démographiques des territoires occupés. Toutes ces pratiques violent le droit international et notamment les Conventions de La Haye et celles de Genève.

10. La modification la plus profonde résulte d'une politique systématique de renforcement et d'augmentation du nombre des colonies de peuplement en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés aux fins non seulement de consolider l'occupation, mais aussi de préparer l'annexion pure et simple de ces territoires. Israël est passé maître dans la politique du fait accompli, fondée sur la doctrine sioniste. De l'aveu même du Premier Ministre israélien, l'implantation de colonies est considérée comme "l'âme du sionisme". C'est ainsi que dans le droit fil des déclarations officielles de naguère, Israël a décrété que la Ville sainte était sa "capitale éternelle".

11. La situation au Moyen-Orient ne fait qu'empirer et la question se pose en termes politiques, nécessitant donc des solutions politiques. L'aspect humanitaire de la question présente un caractère d'urgence manifeste, mais il faut aussi tenir compte du caractère explosif d'un conflit politique qui constitue une source permanente de tensions et risque à tout moment de mettre en péril la paix et la sécurité internationales.

12. La délégation tunisienne appuie à cet égard les conclusions du rapport du Comité spécial demandant qu'il soit mis fin au régime d'occupation, ce qui exige des efforts redoublés de la part de la communauté internationale pour la recherche d'un règlement juste et durable qui doit prévoir essentiellement le recouvrement et l'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux légitimes et inaliénables, notamment de son droit à l'autodétermination et de son droit à établir un Etat national indépendant en Palestine.

13. En conclusion, la délégation tunisienne renouvelle son appui à la dernière résolution adoptée par l'Assemblée générale sur la question concernant la mise en oeuvre des Conventions de Genève dans les territoires arabes occupés et arrêtant toute une série de mesures, dans l'espoir que ses dispositions se concrétiseront et permettront de restaurer la justice et la paix dans cette région.

14. M. SHOUFANI (Observateur de l'Organisation de libération de la Palestine), dit qu'il tient à relever les observations qui ont été faites à la séance précédente à la suite de sa déclaration.

Il préfère ne tenir aucun compte des commentaires du représentant de l'Egypte, d'une part, parce que les faits parlent d'eux-mêmes, et d'autre part, parce qu'il sait, entre les déclarations faites par le Président et le Ministre de la défense des Etats-Unis en 1980 et celles faites par le représentant de l'Egypte, quelles sont celles qui ont le plus de poids, et il a tout à fait conscience des objectifs poursuivis par les Etats-Unis. Par ailleurs, il ne veut pas mettre l'Egypte dans le même panier qu'Israël, car il est convaincu qu'elle reprendra un jour ou l'autre sa place dans la camp arabe.

15. L'Observateur de l'Organisation de libération de la Palestine axera donc ses observations sur quelques-uns des sujets abordés par le représentant d'Israël. Ce dernier a invoqué certains instruments internationaux pour défendre la politique d'occupation des territoires arabes occupés; or, les documents de l'Organisation des Nations Unies, et ceux de la Commission en particulier, réfutent tous les arguments avancés en faveur de cette politique. S'il s'agit d'un phénomène temporaire appelé à disparaître, et si le représentant d'Israël est disposé à déclarer que son pays renoncera à ce qu'il appelle son droit historique, comment justifier alors l'annexion de Jérusalem? En fait, le comportement d'Israël dans les territoires arabes occupés témoigne de sa conviction que ces territoires lui appartiennent.

16. Le représentant d'Israël a étayé par de nombreux chiffres son exposé sur le développement des territoires arabes occupés. Mais ces chiffres n'ont-ils pas été exagérément gonflés? Si la vie est si belle dans les territoires arabes occupés, pourquoi la population manifeste-t-elle contre l'occupant? Comment expliquer le phénomène des travailleurs migrants et l'émigration des jeunes qui cherchent du travail? Si Israël s'intéresse tant au bien-être des populations des territoires arabes occupés, pourquoi a-t-il mis en oeuvre le plan Yariv tendant à expulser de 700 000 à 800 000 personnes de Palestine pour y créer un "équilibre démographique"?

17. Il est vrai que les territoires arabes occupés comptent cinq universités, mais c'est grâce au peuple des territoires lui-même qu'elles existent. Le représentant d'Israël avouera-t-il le nombre de jours où ces établissements restent fermés pour avoir encouru la colère des forces d'occupation?

18. Allusion a été faite aux problèmes de propriété, de biens publics. Que faut-il entendre par "publics"? Destinés aux colons? Il s'agit en l'occurrence de terres "miri", qui n'ont pas été mises à l'encan. Le fait que 75 % des terres au Moyen-Orient soient d'origine "miri" et par conséquent, pour le représentant d'Israël "publiques", justifie-t-il qu'Israël ait le droit de s'installer sur ces terres? Qui plus est, ces terres ne sont pas seulement un moyen de production, mais aussi la patrie de milliers de personnes auxquelles elles appartiennent. Les colonies de peuplement serviraient à contrôler la région, mais si tel était le cas, quelle est la raison des affrontements entre le Gousch Emounim et les forces militaires d'occupation? Pourquoi ces transferts forcés de colonies de peuplement? Le soutien de la population civile dont les forces militaires auraient besoin, d'après le représentant d'Israël, rentre-t-il dans le cadre des instruments juridiques évoqués à la séance précédente? Au nom de qui agit le Gousch Emounim?

19. Il était encourageant d'entendre le représentant d'Israël citer F. Langer et L. Tsemel sur la question des détenus, mais ces citations sont-elles bien exactes et le représentant d'Israël pourrait-il préciser qui sont ces deux personnes que M. Shoufani croit avoir opposées à l'occupation des territoires arabes? Si les détenus sont si bien traités, pourquoi le Gouvernement israélien n'accepte-t-il pas que des représentants de la Société du Croissant-Rouge ou d'organes des Nations Unies leur rendent visite?

20. La liste des questions nécessitant une mise au point est trop longue pour que M. Shoufani puisse les aborder toutes. Néanmoins, il relève que la citation qui a été faite, à propos du droit à l'autodétermination, de l'article du programme politique du quatrième congrès du Fath concernant le démantèlement des institutions colonialistes "exclusivistes" de l'Etat sioniste, est correcte. Le mouvement national de libération veut établir un Etat démocratique dont tous les Palestiniens seraient les citoyens, y compris les actuels colons sionistes de Palestine. Il veut démanteler des institutions qui ne laissent aucune place aux Palestiniens dans leur patrie, par exemple l'Agence juive établie dans le seul but de judaïser la population, c'est-à-dire d'expatrier les Palestiniens et de les remplacer par des immigrants juifs de l'étranger, le Fonds national juif dont le principal objectif est de judaïser les terres en expropriant les fermiers palestiniens, le Syndicat juif qui, en protégeant les intérêts de la main-d'oeuvre juive, boycotte les Arabes, ainsi que l'appareil militaire sioniste dont le rôle est à la fois de défendre et d'étendre le sionisme.

21. Dans le droit fil de la tradition sioniste, le représentant d'Israël a parlé de terrorisme. Or, historiquement parlant, c'est bien le sionisme qui a commencé par nier l'existence même des Palestiniens et de leur patrie pour ensuite adopter une position raciste de mépris pour la civilisation palestinienne, considérée comme barbare à côté de la civilisation occidentale. Aujourd'hui, le sionisme s'attache à détruire politiquement les Palestiniens et traite de terrorisme la lutte de libération du peuple palestinien.

22. Le représentant d'Israël a aussi parlé de sécurité. La sécurité de qui ? D'un Etat agresseur ? Si cette sécurité implique le contrôle des processus politiques et des capitaux arabes, elle relève alors de l'utopie. Il faut bien comprendre la nature de l'Etat d'Israël pour savoir ce qu'il entend par sécurité.

23. M. HANAFI (Observateur de l'Egypte), exerçant son droit de réponse, dit que sa délégation qui s'est toujours efforcée de faire preuve d'objectivité dans ses interventions et dans l'exercice de son droit de réponse, regrette que le représentant de la République arabe syrienne n'ait pas essayé de faire de même. Il a parlé de trahison et de capitulation du régime, alors que le peuple égyptien approuve la politique de paix menée par son gouvernement. Peut-on qualifier de trahison et de capitulation le fait de négocier pour rechercher la paix au Proche-Orient ? Si tel est le cas, quelle valeur attacher aux principes et aux règles de la Charte des Nations Unies ? La vraie trahison envers la cause palestinienne est en fait le massacre des Palestiniens dans les camps syriens. Au cours des 30 dernières années, l'Egypte a assumé ses responsabilités en ce qui concerne la cause palestinienne et toutes les justes causes des nations arabes. Elle ne donne aucune leçon aux autres pays et n'en reçoit pas non plus sur la façon de mener sa politique étrangère. Il serait préférable que le Gouvernement syrien s'occupe des intérêts du peuple syrien plutôt que de se soucier des intérêts du peuple égyptien. Le Gouvernement égyptien est pleinement conscient des besoins de ce dernier et mène une politique propre à les satisfaire. L'Egypte ne se borne pas à lancer des slogans, elle entreprend des sanctions concrètes; c'est pourquoi elle atteindra son objectif, à savoir une solution juste et équitable au problème palestinien.

24. M. EL-FATTAL (République arabe syrienne), exerçant son droit de réponse, dit que la différence entre le représentant de l'Egypte et lui-même tient au fait que celui-ci se considère d'abord égyptien alors que lui-même sait appartenir à la grande nation arabe. En se confinant dans une attitude régionaliste, le représentant de l'Egypte viole le concept de nation arabe, les 22 pays arabes du monde ne constituant qu'une seule nation. Les paroles du représentant de l'Egypte contredisent même les engagements

pris par l'Egypte en tant que partie au Pacte arabe. Le représentant de la République arabe syrienne fait en outre observer que le mot "sionisme" a disparu de la presse égyptienne depuis la capitulation de l'Egypte, quatre ans plus tôt.

25. M. BARROMI (Observateur d'Israël) fait observer qu'auparavant, la Commission avait pour politique de ne pas autoriser les attaques contre les Etats et leurs dirigeants, politique à laquelle on vient de porter grossièrement atteinte. Il espère néanmoins qu'elle sera respectée pendant le reste de la session.

La séance est levée à 18 h 30.